



Le Bureau fédéral du Plan analyse la structure et l'évolution de l'emploi public en Belgique

Le secteur des administrations publiques en Belgique emploie 828 000 personnes en 2009, soit 18,7% de l'emploi total. Les caractéristiques de cet emploi évoluent : la proportion de statutaires diminue, le niveau des qualifications augmente ainsi que la part des 50 ans et plus. Par ailleurs, depuis 1995, l'emploi a fortement augmenté dans les pouvoirs locaux et les communautés et régions.

- L'emploi du secteur des administrations publiques concerne principalement les activités d'administration et d'enseignement. Entre 1995 et 2009, l'emploi a augmenté de 72 000 personnes dans l'administration et de 35 000 personnes dans l'enseignement alors qu'il a fortement diminué dans la défense (-13 000).
- C'est l'emploi des communautés et régions et des pouvoirs locaux qui prédomine (en 2009, respectivement 44% et 35% du total du secteur des administrations publiques, contre 17% pour le pouvoir fédéral et 4% pour de la sécurité sociale). De même, l'augmentation de l'emploi du secteur entre 1995 et 2009 (+100 000 personnes) est principalement attribuable aux pouvoirs locaux (+58 000) et aux communautés et régions (+38 000). L'emploi du pouvoir fédéral est resté stable.
- L'activité d'administration englobe principalement les fonctions « services généraux », « ordre et sécurité publics » et « protection sociale ». Entre 1995 et 2008, l'emploi a d'abord progressé dans la fonction « ordre et sécurité publics » (+22 000 personnes). Par ailleurs, la part des diplômés de l'enseignement supérieur dans l'emploi de l'administration s'est fortement accrue en 10 ans (passant de 26% à 34%).
- La part des 50 ans et plus représente pratiquement 30% de l'emploi du secteur des administrations publiques en 2008 ; celle des agents statutaires ne représente plus que 57% en 2008.
- L'emploi du « domaine public » atteint lui 1 299 000 emplois, soit 29% de l'emploi total en Belgique (en 2008). Celui-ci tient compte de l'emploi qui correspond aux activités du secteur marchand indirectement financées par l'Etat (soins de santé et action sociale ; activités générées par les achats de biens et services des administrations). Entre 1995 et 2008, la dynamique de croissance de l'emploi dans les activités de soins de santé et d'action sociale (3,3% en moyenne annuelle) a fortement contribué à la hausse de l'emploi du domaine public (+254 000 personnes).



Emploi dans le secteur des administrations publiques en 2009

L'emploi du secteur des administrations publiques se situe à concurrence de près de 90% dans les activités d'administration (392 000 emplois en 2009) et d'enseignement (344 000 emplois) ; les autres activités sont les transports (46 000 emplois), la défense (40 000 emplois) et les services collectifs (5 000 emplois).

Par niveau de pouvoir, ce sont les communautés et régions qui arrivent en tête (365 000 emplois; 44% du total), suivies des pouvoirs locaux (294 000; 35% du total), du pouvoir fédéral (139 000; 17%) et de la sécurité sociale (30 000; 4%). 80% de l'emploi du secteur est

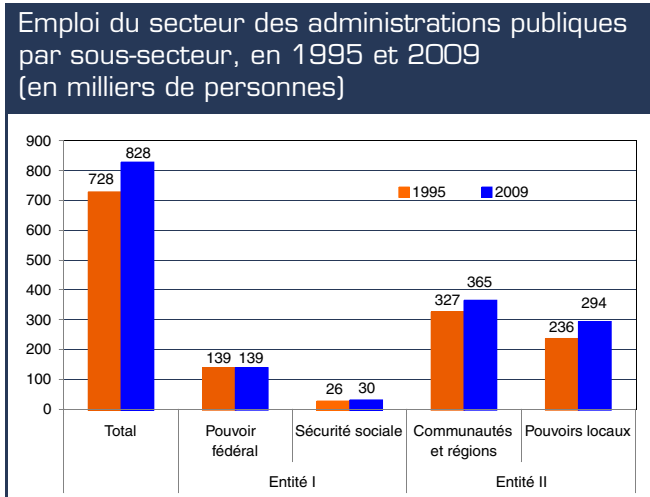
donc logé dans l'Entité II (à savoir, les communautés et régions et les pouvoirs locaux) et 20% dans l'Entité I.

Le pouvoir fédéral et les pouvoirs locaux emploient environ 70% de leur personnel dans l'activité d'administration. Dans le sous-secteur des communautés et régions, l'emploi est d'abord situé dans l'enseignement (soit 76%).

Evolution de l'emploi dans le secteur des administrations publiques entre 1995 et 2009

En termes d'évolution sur la période 1995-2009, l'emploi du secteur des administrations publiques progresse de 100 000 unités, soit une croissance annuelle moyenne de 0,9%. Au sein du pouvoir fédéral, l'emploi

reste stable; la progression se situe dans les pouvoirs locaux (+58 000 unités), les communautés et régions (+38 000 unités) ainsi que dans la sécurité sociale (+5 000 unités), ce qui représente des croissances annuelles moyennes de 1,6%, 0,8% et 1,2% respectivement. L'Entité II a donc contribué pour 95% à la progression de l'emploi total (+95 000 unités dans l'Entité II contre +5 000 unités dans l'Entité I).



En termes de type d'activité, l'emploi augmente surtout dans les activités d'administration (+72 000 unités) et d'enseignement (+35 000 unités) alors qu'il a fortement baissé à la défense (-13 000 unités). La hausse de l'emploi dans l'activité d'administration concerne tous les sous-secteurs mais surtout les pouvoirs locaux (+41 000 unités); dans le pouvoir fédéral comme dans les communautés et régions, l'emploi de cette activité progresse d'une bonne dizaine de milliers d'unités (+13 000 dans chacun de ces deux sous-secteurs) et de 5 000 unités dans les administrations de sécurité sociale. La dynamique de croissance a été ainsi relativement plus soutenue dans les communautés et régions (1,9% en moyenne annuelle) et dans les pouvoirs locaux (1,6%) que dans le pouvoir fédéral (1%). En 2009, l'Entité I représente 33% de l'emploi de l'activité d'administration et l'Entité II représente 67% (52% dans les pouvoirs locaux, 15% dans les communautés et régions).

Quelques caractéristiques de l'emploi dans le secteur des administrations publiques

L'examen selon la classification par fonction de l'activité d'administration révèle la place prépondérante de la fonction « services généraux » (37% en 2008), suivie par la fonction « ordre et sécurité publics » (22%) et la

fonction « protection sociale » (14%). Mais en termes d'évolution sur la période 1995-2008, c'est d'abord l'emploi dans la fonction « ordre et sécurité publics » qui a augmenté (14 000 dans le fédéral, 8 000 dans les pouvoirs locaux). Dans la fonction « services généraux », au cours de la même période, une augmentation de 14 000 emplois a été enregistrée au niveau des pouvoirs locaux. L'emploi a également augmenté dans des fonctions relativement peu représentées, ce qui indique notamment une tendance à des nouveaux besoins comme par exemple la fonction « loisirs, culture et culte » où l'emploi a augmenté de 8 000 unités dans les pouvoirs locaux (notamment le développement des centres sportifs et culturels). Dans le cadre des nouveaux besoins au niveau du pouvoir fédéral, l'emploi a augmenté dans la protection sociale et la santé (+4 000 unités) avec, par exemple, la création de l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire (AFSCA) au début des années 2000 suite à la crise de la dioxine; en revanche, l'emploi a reculé de 4 000 unités dans les services généraux au niveau fédéral du fait du SPF Finances. Au sein des communautés et régions, la progression importante de la fonction « affaires économiques » (+6 000 unités) pourrait refléter la volonté de renforcer les compétences transférées du fédéral vers les régions depuis 1989, comme dans les domaines de l'économie, de l'agriculture et du commerce extérieur. Dans les administrations de sécurité sociale, l'emploi a surtout augmenté dans les mutuelles (+3 000 unités).

L'analyse de la structure de l'emploi par âge, par statut et par niveau de qualification montre une forte tendance au vieillissement (30% des salariés du secteur des administrations publiques - soit 235 000 salariés - ont 50 ans et plus, contre 21% - soit 800 000 salariés - dans l'économie dans son ensemble), à la contractualisation (la part de l'emploi statutaire a reculé de 63% en 1997 à 57% en 2008) et au relèvement du niveau de qualification (dans l'activité d'administration, la part des salariés diplômés de l'enseignement supérieur est passée de 26% à 34% en 10 ans). Par ailleurs, la durée moyenne du travail est restée relativement stable entre 1995 et 2008 et n'a donc aucun impact sur l'évolution de l'emploi du secteur des administrations publiques.

Cette étude a été réalisée suite à une demande du gouvernement fédéral. Dans ce cadre, une première étude avait déjà été réalisée en avril 2009: Laloy L. (2009), « L'emploi public belge dans une perspective internationale », Working Paper 4-09, Bureau fédéral du Plan.

Emploi public belge

	1995 (en milliers de personnes)	2009 (en milliers de personnes)	Différence 1995-2009 (en milliers de personnes)	Taux de croissance annuel moyen entre 1995 et 2009
Secteur des administrations publiques	728	828	100	0,9
Entité I	165	170	5	0,2
Pouvoir fédéral	139	139	0	0,0
Administration	86	99	13	1,0
Défense	53	40	-13	-2,0
Sécurité sociale	26	30	5	1,2
Administration	26	30	5	1,2
Entité II	563	658	95	1,1
Communautés et régions	327	365	38	0,8
Administration	44	57	13	1,9
Enseignement	257	276	19	0,5
Transports	21	26	5	1,6
Services collectifs	5	5	0	-0,2
Pouvoirs locaux	236	294	58	1,6
Administration	164	205	41	1,6
Enseignement	53	68	15	1,8
Transports	19	20	1	0,3
Domaine public	1044	1299 (*)	254 (*)	1,7 (*)
p.m. Emploi intérieur total	3867	4436	569	1,0

(*) Année 2008

“Structure et évolution de l’emploi public belge”, Laurence Laloy, Working Paper 19-10, octobre 2010.

La publication peut être consultée et téléchargée via le site www.plan.be.

Pour plus d’informations : Laurence Laloy, 02/507.74.56, ll@plan.be